

OR 1667 \$ - L'ONCE | PÉTROLE 116,76 \$ LE BARIL | EURO-DOLLAR 1,3641 | TAUX AMÉRICAIN À 10 ANS 2,01 % | TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 2,25 % | 02/02-7 HEURES

En Espagne, les immigrés victimes de la crise

Ils étaient venus travailler dans la construction, l'hôtellerie, l'agriculture. Plus d'un sur trois est sans emploi

Reportage

Madrid

Correspondance

Le chômage reste au plus haut dans la zone euro. Fin décembre 2012, il touchait 11,7% de la population active, comme le mois précédent, selon les données publiées, vendredi 1^{er} février, par l'office européen de statistiques Eurostat.

La situation est particulièrement critique en Espagne, où 26,1% de la population active est sans emploi. Un taux parmi les plus élevés en Europe. Et qui est encore plus fort dans certaines catégories de la population : 53% chez les moins de 25 ans et 36,5% dans la population d'origine étrangère.

Après avoir afflué en masse entre 2000 et 2008 pour travailler sur les chantiers et dans les services, les immigrés figurent parmi les principales victimes de la crise. L'éclatement de la bulle immobilière, en 2008, a fait exploser le chômage dans la construction, et ce sont eux qui en ont les premiers payés les frais.

Dans la salle d'attente de l'agence pour l'emploi du quartier populaire de Ciudad Lineal, à Madrid, Pablo Marte, grand brun de 40 ans, attend son tour. Venu il y a douze ans de République dominicaine, ce charpentier s'est retrouvé au chômage en 2012. Le 1^{er} février, ses droits ont pris fin, et il est venu, accompagné de sa femme, Maria Garcia, solliciter l'aide pour les chômeurs en fin de droits de 426 euros, qui lui sera versée pendant six mois.

Son histoire est celle que raconte la majorité des étrangers. « Ma femme est venue la première, deux ans avant moi. Grâce à sa mère, qui était gouvernante chez des particuliers, elle a trouvé une place de domestique dans une maison. Puis je suis venu, et j'ai rapidement trouvé un emploi dans la construction », se souvient-il, la mine fermée. Lorsqu'il est arrivé, en 1999, moins d'un million d'étrangers résidaient en Espagne



Un immigré, originaire de Guinée-Bissau, arrivé en Espagne en 1997. Travaillant dans la construction, il a perdu son travail en 2010. Ici, près de Madrid, en décembre 2012. JUAN MEDINA/REUTERS

(2,3% de la population). Aujourd'hui, ils sont 5,7 millions, soit 12% de la population et 6,7 millions (14%), si l'on ajoute ceux qui ont été naturalisés.

« En 2007, un an avant que n'éclate la crise, l'Espagne a vu arriver 900 000 immigrés, davantage que les Etats-Unis, rappelle le chercheur au Centre d'étude démographique de Barcelone, Joaquim Recaño. La majorité d'entre eux sont venus travailler dans la construction, mais aussi l'hôtellerie, l'agriculture et les services aux personnes. »

« On voulait vivre mieux », résume Maria, devenue serveuse dans un bar irlandais un an après son arrivée. Et durant des années, effectivement, ils ont « bien vécu », elle, avec son salaire de 1000 euros comme serveuse, lui, avec ses revenus qui pouvaient atteindre 2000 euros, « les meilleurs mois », dit-il.

Régulièrement, ils envoyaient de l'argent à la famille restée au pays. Ils ont aussi acheté une maison là-bas et pris un crédit immobilier pour devenir propriétaire d'un petit appartement à Madrid

où élever leurs deux enfants, aujourd'hui âgés de 16 et 20 ans.

« Maintenant notre situation empire de jour en jour, regrette Maria. J'ai la sensation de perdre mon temps ici, de perdre ma vie. Le prix du gaz, de l'électricité ou des transports publics a augmenté. On paie tout juste les factures, le crédit immobilier et l'école des enfants. »

« Nous partons »

Non loin, Laetitia Lucasi raconte à peu de choses près la même histoire. Cette Roumaine de 35 ans, est venue prendre rendez-

vous pour que son mari Joaquim, ancien salarié de la construction au chômage depuis deux ans, puisse toucher l'indemnité de fin de droit. C'est elle qui soutient l'économie du foyer et subvient aux besoins de leurs deux enfants de 15 et 3 ans grâce à son maigre salaire de 850 euros comme femme de ménage au noir dans six maisons différentes.

« Aujourd'hui, ce sont les femmes qui soutiennent majoritairement les familles d'immigrés, confirme Vladimir Paspuel, président de l'association équatorien-

ne Rumiñahui. Mais elles travaillent souvent comme femmes de ménage à domicile sans contrat, sans prestations sociales et sans droit au chômage. » L'économie souterraine, qui représenterait 20% du produit intérieur brut espagnol, selon les économistes, permet à beaucoup de familles de subsister.

La concurrence des Espagnols sur les emplois précaires ou mal payés est, elle, de plus en plus rude. Les Andalous retournent dans les champs récolter les olives. Et dans le bar irlandais où elle travaille, Maria a pour la première fois des collègues madrilènes. « Auparavant, les Espagnols n'acceptaient pas d'être payés 5 euros de l'heure. Les choses ont changé. »

« Il faut que le gouvernement offre de nouvelles formations aux immigrés, orientées vers les besoins futurs du marché », plaide M. Paspuel, qui propose des cours de gérontologie, de manipulation des aliments et d'informatique afin d'offrir de nouvelles perspectives aux immigrés non qualifiés.

Mais certains n'ont plus la force d'attendre. Comme nombre de leurs compatriotes, Maria et Pablo souhaitent rentrer chez eux. Selon les derniers chiffres disponibles de l'Institut national de statistiques, le nombre d'étrangers a baissé de 112 000 sur les neuf premiers mois de 2012. « Dès qu'on trouve un acheteur pour notre appartement, nous partons », affirme Maria. ■

Les Européennes un peu moins touchées par le chômage

DIFFICILE DE S'EN RÉJOUIR, mais assez étonnant pour être pointé : dans un marché de l'emploi de plus en plus épouvantable, les femmes s'en sortent plutôt bien. Moins mal, en tout cas, qu'on ne pourrait l'imaginer. En décembre 2012, le taux de chômage des Européennes s'affichait à 10,7% (11,8% en zone euro) selon les chiffres d'Eurostat, publiés vendredi 1^{er} février. Soit autant que celui des hommes. Au Portugal, le chômage des femmes est même bien inférieur à celui des hommes (15,9% contre 17,1%)

Que les femmes ne soient pas plus frappées par ce fléau est presque une prouesse. Pour mémoire, avant la crise, elles étaient nettement plus pénalisées. En 2007, dans l'Union européenne, 8,1%

d'entre elles étaient sans emploi, contre 6,6% des hommes.

« C'est la première fois en temps de crise que les femmes ne sont pas plus touchées que les hommes », observe Véronique Deprez Boudier, chef du département travail-emploi au Centre d'analyse stratégique (CAS). La première fois, aussi, que l'emploi des femmes n'est plus jugé secondaire, que leur salaire n'est plus considéré comme un revenu d'appoint, dit-elle.

Aujourd'hui, les femmes ne sont plus les premières licenciées en temps de crise. « De 2008 à 2011, les trois quarts environ de l'ajustement de l'emploi dans l'Union européenne ont concerné les hommes », pointe une étude du CAS de décembre 2012.

Une bonne nouvelle ? Pas vraiment. Si les femmes ont été relativement protégées du chômage, c'est surtout pour de mauvaises raisons. La féminisation des emplois observée ces vingt dernières années – 58% des femmes sont actives en Europe – s'est accompagnée d'une segmentation du marché du travail.

De nombreux temps partiel

Aux hommes les secteurs de la construction, de l'industrie. Aux femmes, celui des services. Dans ce secteur, les contrats précaires et les petits boulots mal payés sont légion. Mais c'est aussi un domaine moins cyclique et donc moins frappé par la crise. Dans un premier temps en tout cas.

En Espagne, en Irlande, l'explo-

sion de la bulle immobilière a mis sur le carreau des millions de salariés du bâtiment. Des hommes pour l'essentiel : dans la construction, seuls 11% des travailleurs sont des travailleuses, contre 64% dans l'administration publique.

Les femmes, quand elles travaillent, restent toutefois encore en majorité cantonnées dans des emplois précaires. Même dans les pays où la parité est une valeur forte. Aux Pays-Bas, où le taux d'emploi féminin dépasse 70%, plus des trois quarts des actives étaient en 2007 à temps partiel, fait remarquer Marion Cochar, de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

En outre, à plus long terme, le secteur des services et les emplois publics feront aussi, inévitable-

ment, les frais de la crise. Depuis 2011, l'écart se creuse à nouveau entre hommes et femmes, pointe le CAS, qui souligne que « les ajustements budgétaires pourraient, selon les pays, peser sur l'emploi féminin ».

La segmentation du marché du travail « ne fait que scléroser le marché du travail », conclut M^{me} Deprez Boudier, et accentue les effets d'hystérèse (propriété d'un système qui tend à demeurer dans un certain état quand la cause extérieure qui a produit le changement d'état a cessé). Les ajustements sont seulement retardés. Cela n'est bon pour personne, dit-elle, appelant à « lutter contre les stéréotypes de genre » sur le marché de l'emploi. ■

CLAIRE GATINOIS

SANDRINE MOREL